



**Erika Schnyder, syndique
Commune de Villars-sur-Glâne
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique
(Trente-neuvième billet, juillet 2015)**

Chères habitantes et chers habitants de la Commune,

L'été s'annonce torride – et pas seulement à cause de la chaleur, assez exceptionnelle, il faut bien l'avouer, mais en raison de l'actualité politique, sociale et économique.

Parlons d'Europe pour ce billet d'été, qui vient de se voir infliger un camouflet inimaginable il y a encore quelques mois. Le feu qui couvait ça et là a fini par prendre et c'est la Grèce qui l'a déclenché. Est-ce dû à l'important virage ultralibéral pris par les dirigeants européens ces dernières années, bien loin des idéaux sociaux de ses pères fondateurs, qui, à force de frapper de plein fouet les couches les plus faibles des populations, a fini par agacer ? Toujours est-il que la situation en Grèce n'est – et de loin pas – la première du genre, mais elle présente un profil plus spécifique que d'autres Etats, pour plusieurs raisons. Avant elle, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie ont plié l'échine sans oser se rebeller (bien qu'ayant tout de même connu des mouvements d'humeur de la part des citoyens et d'émergences de nouvelles entités politiques très eurosceptiques). La population grecque, elle, a défié le Goliath européen, et cela malgré les conséquences que ce geste entraînera, notamment pour le pays. La dette colossale grecque et son service ont mis à genoux la grande majorité des citoyens : chômage vertigineux, seuil de pauvreté atteint par la moitié de la population, retraites rognées, salaires diminués, taxes rehaussées et j'en passe. Cela peut paraître paradoxal au vu des milliards injectés dans l'économie grecque. Il est vrai qu'Athènes a eu du mal à suivre le rythme de réformes imposées aux Etats de la zone Euro. Cela parce que sa structure sociale est trop disparate : par rapport aux autres Etats, elle se voit confrontée à plusieurs fronts hostiles : de grosses difficultés à prélever l'impôt (sachant que les plus riches, église orthodoxe en tête, n'ont jamais versé la moindre drachme d'impôt), la diminution régulière et importante du pouvoir d'achat de la classe moyenne et une situation d'extrême précarité dans laquelle vit une bonne partie de la population. Les sacrifices, indispensables au redressement de l'économie, n'ont pas été répartis équitablement, de sorte qu'ils ont engendré un ras-le-bol des plus gravement touchés. Et la marmite a fini par exploser, comme elle risque de le faire ailleurs, si l'exemple grec faisait des émules.

Si ce mouvement d'humeur en Grèce électrise une partie des citoyens européens, il agace tout de même fortement les autres. On peut, en effet, comprendre que la population et les gouvernements d'Etats (fortement) contributeurs s'attendent, au minimum, à ce que les engagements soient honorés et que chacun doive assumer sa part des obligations souscrites. Néanmoins, dans cette affaire, les dés étaient pipés d'avance : jamais la Grèce n'aurait dû entrer dans le très sélect club de l'Euro – ce qui se dit de plus en plus ouvertement maintenant – bien qu'à l'époque, cette décision reposait sur des motifs politiques avant tout. Dès lors, les autres Etats européens ont leur part de responsabilité d'avoir accepté la Grèce en leur sein. L'entrée d'un Etat dans la zone Euro, au sens du traité de Maastricht, n'est possible que si celui-ci remplit pleinement les quatre critères de convergence prévus, en particulier celui qui impose des finances publiques saines et viables, ce qui implique que le déficit public ne doit pas être supérieur à 3 % du PIB, et la dette publique supérieure à 60 % du

PIB. Or, la Grèce, pour pouvoir rejoindre la zone Euro, a menti au sujet de ces chiffres, notamment en réduisant la valeur de son déficit public de moitié (6% au lieu des 13% effectifs). Si ce mensonge éhonté est déshonorant pour la Grèce, malvenue, maintenant, de crier famine, il n'est pas non plus à mettre au crédit des autres Etats européens. Ces derniers, en effet, ne pouvaient l'ignorer, sachant que des économies autrement plus solides que celles de la Grèce (la France, notamment) parviennent à remplir ce critère avec mille peines. C'est donc en toute connaissance de cause que l'on a ouvert les vannes à la Grèce et qu'il fallait s'attendre, peu ou prou, à un désastre annoncé.

Le maintien sous perfusion d'une économie moribonde ne pouvait résister longtemps aux soubresauts de l'économie mondiale. C'est bien ce qui s'est passé avec la crise financière mondiale 2008 – 2010, certes imprévisible à l'époque, mais qui a touché tous les Etats et, bien entendu, plus gravement ceux qui étaient financièrement faibles. Face aux risques d'extension d'un défaut de paiement qui menaçait la Grèce aux autres Etats faibles de la zone Euro (Italie, Espagne, Irlande, Portugal), et à celui à l'implosion de l'Euro avec pour corollaire une catastrophe financière mondiale, il a fallu recourir à l'injection massive de fonds. Ceux-ci ont été avancés par la Banque centrale européenne (BCE), le Fonds monétaire international (FMI) et les Etats européens « riches » avec l'espoir d'éviter que la crise ne s'étende. Ce faisant, les Etats appliquent exactement ce qu'ils déconseillent aux particuliers : le surendettement. On prête massivement des sous pour combler des dettes, et, ainsi, on les creuse davantage (depuis 2008, ce sont, tout de même, pas moins de deux plans d'aide de 240 milliards d'Euros supplémentaires qui ont été octroyés à la Grèce).

Il n'empêche que la manœuvre référendaire grecque a pris tout le monde de court et peut-être les grecs eux-mêmes, car au-delà des scènes de liesse populaire, la gueule de bois du lendemain a été plutôt corsée, preuve en est la démission surprise du ministre des finances (qui, soit dit en passant, avait menacé de quitter sa fonction en cas de oui seulement). Cela dit, la facture sera salée : pour les grecs d'abord qui commencent à ressentir durement les effets de la récession, liée, en premier lieu, au manque de liquidités et au début de pénurie qui frappe les biens de première nécessité. Au point que le gouvernement grec lui-même, après avoir prôné le non, se montre très ouvert à la négociation et donc moins pressé de quitter la zone Euro (le maintien d'une aide urgente à la Grèce, en faveur des personnes vulnérables, n'est du reste pas remis en cause, même par les Etats les plus virulents envers la Grèce).

Exit donc le Grexit ??? Ce scénario est d'autant plus plausible qu'il n'y a pas que les grecs qui pâtiraient de la brèche ouverte dans la zone Euro et dont les conséquences ne se limiteraient pas uniquement au démantèlement de la monnaie unique. Les autres Etats d'Europe devront pallier les défauts de remboursement de la dette grecque, quand bien même, quoiqu'il advienne, celle-ci devra être revue. Dans tous les cas de figure, la Grèce n'est pas en état de rembourser même les acomptes des 317 milliards (!) d'Euros de sa dette. Un plan de rééchelonnement devra être trouvé, avec à l'appui, l'abandon d'actifs pourris. Par ailleurs, l'Europe ne peut se permettre la répétition de ce scénario ailleurs, parce que ce serait l'ouverture de la boîte de Pandore, avec une atteinte non seulement à la crédibilité ou à la solidité de ses institutions, mais aussi et surtout parce que cela déboucherait sur une nouvelle crise économique mondiale, que toutes les nations, même hors de l'Europe auraient du mal à surmonter. On l'a vu dernièrement, l'effondrement de la bourse en Chine est également, en partie, dû à la situation d'incertitude qui règne en Europe en raison des problèmes grecs.

La situation d'inconfort dans laquelle se trouve actuellement la zone Euro ne change pas, fondamentalement, par rapport à ce qui était la sienne avant le référendum, mais au plan psychologique, ce coup de poker a lézardé la belle unité de façade intra-européenne et a mis à jour les divergences d'Etats comme la France et l'Allemagne. Même au-delà de cette question financière, les désaccords et les divisions entre les Etats sont tout aussi profonds dans d'autres secteurs : la migration, l'accueil des réfugiés, l'agriculture, pour n'en citer que ceux-ci. Dès lors un quelconque affaiblissement de l'Europe dans un secteur entraînerait un effet domino ailleurs. Il est vraiment temps, maintenant, de prendre conscience que la froideur toute mathématique de l'économie doit céder le pas à des réformes plus socialement acceptables, afin que le remède ne soit pas pire

que le mal. En finalité, ce ne sont pas uniquement des économies qu'il s'agit de gérer, mais aussi des êtres humains qui en pâtissent. En cela, la colère de la population grecque devrait être un avertissement qu'il faut prendre très au sérieux. Il ne sert à rien d'injecter massivement des sommes d'argent pour soutenir les économies vacillantes d'Etats membres pour ensuite laisser des populations exsangues et encore plus mal loties qu'avant. Il ne faut pas non plus oublier que les répercussions s'étendent aussi aux pays tiers, non membres de l'Union européenne, en raison des échanges commerciaux et les effets collatéraux liés aux fluctuations de l'Euro. Ainsi, si ce dernier se déprécie, pour ne parler que de notre pays, les exportations de la Suisse en Europe risquent de pâtir encore plus durement et l'économie suisse y perdrait des plumes, avec quelques autres conséquences sur les ménages : hausse du chômage, hausse des taux hypothécaires, inflation notamment. Quant aux négociations actuellement en cours sur la libre circulation des personnes, elles risquent bien de se durcir davantage, l'Union européenne n'ayant, en l'état actuel des choses, absolument aucun intérêt à créer encore un nouveau front de mécontentement en acceptant des exceptions en faveur de la Suisse.

Plus globalement, d'autres facteurs entrent en considération. Stratégiquement parlant, la Grèce se situe dans une sorte de « Triangle des Bermudes » entre la Turquie, les Balkans et le Proche Orient, dont elle assure une sorte de stabilité. Un déraillement grec aurait, par ricochet des conséquences géopolitiques sur les pays membres de l'OTAN et ferait sans contexte le bonheur de la Russie, actuellement en froid avec l'Europe et les Etats-Unis, membres de l'OTAN. Dès lors, il est d'autant plus dangereux de prendre des décisions hâtives que l'on ne peut maîtriser avec certitude l'ensemble de leurs effets.

L'été risque d'être encore bien chaud et même au modeste niveau des communes qui risquent non seulement de perdre des rentrées fiscales, mais aussi de voir s'aggraver le chômage et les effets induits. C'est donc dire que nous suivons de près cette situation.

Je vous souhaite malgré tout un été fort agréable et, pour ceux qui en prennent, de belles vacances.

Erika Schnyder, syndique